M. Horner: Ce que je tiens à signaler, c'est qu'au dire du ministre, à l'époque du plafond de 5 p. 100 sur l'intérêt, la Société empruntait effectivement du ministre des Finances à un taux sensiblement inférieur à celui-là.

Une voix: Vous ne savez donc pas lire?

M. Horner: Lisez le hansard de demain si vous doutez de mes paroles. A la page 24 du Rapport annuel de la Société du crédit agricole, il est dit que durant l'année 1959-1960—la loi fut promulguée en 1959—la Société a emprunté 13 millions de dollars au taux de 5.75 p. 100. Est-ce là un taux sensiblement inférieur à celui auquel la Société prêtait—soit 5 p. 100? Selon moi, non.

• (8.30 p.m.)

Le ministre a continué en déclarant qu'il n'est nullement question dans le nouveau bill de tenter d'éliminer la ferme familiale ou de la favoriser. Pour le bénéfice des députés de l'arrière-ban de l'autre côté de la Chambre, je veux rappeler l'article 8 du bill. S'ils veulent bien lire l'alinéa b), ils y trouveront le mot «agricole» souligné. Puis, s'ils se reportent à la page opposée, ils verront ce mot remplacé par «corporation agricole». L'expression «ferme de famille» est supprimée. Nous avons à la place «corporation agricole». Or je vous demande, vous les spécialistes, de juger qui a raison dans ce débat. Le ministre déclare que la ferme de famille sera maintenue et que le gouvernement ne prend pas à l'égard de la ferme de famille une attitude différente de celle adoptée lorsque la loi a été sanctionnée à l'origine. Je vous demande d'examiner les faits et ensuite de marteler vos pupitres et d'applaudir. (*Applaudissements*)

Monsieur le président, ces phoques savants ne savent même pas reconnaître leur maître. Ils m'applaudissent quand je leur dis cela. Voilà les faits. Que le ministre les défende comme il le voudra ou tente de les dénaturer comme bon lui semblera.

M. Thomson: Monsieur le président, je voudrais faire quelques remarques au ministre sur les taux d'intérêt qu'il a mentionnés. Selon lui, il fut un temps où l'on pouvait emprunter de l'argent à un taux inférieur à celui qu'exigeait la Société du crédit agricole. Si la chose est vraie, et s'il avait poussé un peu plus loin sa comparaison, il me semble que le revenu de l'agriculteur aurait dû augmenter d'une façon tout aussi proportionnelle aujourd'hui qu'à cette époque-là. Mais ce n'est pas le cas.

[M. le président.]

Je ne pourrais pas, en toute conscience, retourner dans ma circonscription et dire aux habitants que j'ai permis un taux d'intérêt plus élevé en ce qui concerne la Société du crédit agricole sans protester, car le revenu du cultivateur n'a pas beaucoup changé; le cultivateur se trouve actuellement dans une situation difficile. Le gouvernement trouve peut-être opportun d'augmenter le taux d'intérêt dans le cas en question. Je serais d'accord si l'agriculture était rentable. Mais, comme elle ne l'est pas, et comme rien ne permet de prévoir qu'elle le devienne bientôt, nous devrions au moins, à mon avis, restreindre ces frais.

Le ministre sait sûrement que, vu les capitaux importants dont une unité agricole efficace a besoin aujourd'hui, les fermes sont actuellement hypothéquées de façon permanente. On pourrait considérer le fait qu'un taux supplémentaire de 2 p. 100 imposé sur une somme de \$40,000 représente \$800 en un an. Je sais que ce taux n'est pas payé pendant toutes les années de l'hypothèque, mais il s'agit néanmoins d'une augmentation considérable. J'aimerais donc protester contre cette augmentation au nom des habitants de ma circonscription dont la situation financière n'est pas très bonne parce que les ventes de blé ne sont pas assez importantes.

Si le ministre ou d'autres représentants du gouvernement avaient vendu la quantité de céréales qu'ils auraient dû vendre au cours de l'année écoulée, la situation aurait pu être meilleure. Toutefois, tel n'est pas le cas et c'est pourquoi je proteste.

M. Danforth: Monsieur le président, le ministre a déclaré catégoriquement que les taux d'intérêt seront les mêmes pour tous les particuliers qui empruntent de l'argent aux termes de la loi. N'est-il pas vrai que le ministre doit mitiger sa déclaration? Le seul cas où les taux d'intérêt seront les mêmes pour tous les particuliers sera lorsque ces particuliers emprunteront tous de l'argent pendant la même période. Si le taux d'es-compte changeait, le gouverneur en conseil aurait le pouvoir de modifier le taux d'intérêt. Par conséquent, au cours d'une période de deux ou trois ans, il se peut que nous ayons trois ou quatre taux d'intérêt différents et les cultivateurs qui emprunteraient de l'argent pendant cette période pourraient, en fait, payer quatre taux d'intérêt différents, au lieu du même taux dont a parlé le ministre.

L'hon. M. Olson: Je conviens que le taux pourra changer de temps à autre, mais le taux à un moment donné sera le même pour tous les emprunteurs. Au fond, nous sommes d'accord.